

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Cohen, Warren L. (Ed.), *New Frontiers in American-East Asian Relations : Essays presented to Dorothy Borg*. New York, Columbia University Press, 1983, 320 p.

par Jean-René Chotard

Études internationales, vol. 15, n° 3, 1984, p. 655-657.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701725ar>

DOI: 10.7202/701725ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

consolidation, mais elle applique cependant le concept de front uni à l'échelle mondiale exclusivement dans le contexte de l'opposition à l'Union soviétique. La stratégie de front uni, selon les auteurs, est projetée sur la scène internationale sous la forme de politiques de coalition. Les coalitions sont déterminées en se basant sur la manière dont un pays se situe par rapport à l'ennemi principal, l'Union soviétique. Je crains que les auteurs interprètent trop littéralement la présentation qu'en font les Chinois eux-mêmes. Ils omettent complètement de procéder à une évaluation de l'échange entre les relations d'État à État et les relations de parti à parti. Cela traduit en termes politiques la manière dont vous procédez pour vous engager dans une coalition de front uni avec un État qui, lui-même, représente les classes répressives au sein de la société. Lorsque les Chinois poursuivent une politique positive envers le gouvernement de la Thaïlande, quel impact cela a-t-il sur le mouvement révolutionnaire thaï? Si un aspect, et en un certain sens le principal aspect, de la politique étrangère d'un État prolétarien est l'accélération des conditions favorisant le changement révolutionnaire, plusieurs questions surgissent. La politique chinoise, telle que décrite dans l'étude, est-elle sujette à deux critiques (dont aucune n'est explicitement soulevée)? Un, est-ce que les Chinois masquent simplement leur propre intérêt derrière une posture politique dénuée de sens? Deux, en définissant les États amis exclusivement en termes de leur opposition à l'URSS, est-ce qu'ils conduisent toutes les forces progressistes dans les bras des Soviétiques? Par exemple, la gauche pakistanaise, persuadée qu'à la fois les Américains et les Chinois soutenaient le gouvernement Zia, a senti qu'elle n'avait d'autre choix que d'accepter la protection de l'Union soviétique. Autrement dit, est-ce que les politiques de coalition anti-soviétique conduisent les alliés naturels de la Chine dans les bras des Soviétiques? L'allié permanent, les classes ouvrières, est alors sacrifié au profit de l'alliance temporaire avec la bourgeoisie. La politique chinoise fondamentale consisterait, je crois, à soutenir que cette alliance temporaire contribuerait davantage à créer les conditions pré-requises à un change-

ment authentique. L'étude, toutefois, omet de soulever ces questions.

Sa conclusion est plutôt modeste, se limitant à la vérification du fait que les Chinois utilise le concept de contradiction principale de manière cohérente.

En évaluant la section quantitative, les auteurs attirent du lecteur l'attention sur deux « anomalies », l'Albanie et l'Iran. Plus d'attention aurait dû être accordée à une analyse des données concernant l'Albanie, puisque cet exemple montre clairement comment les Chinois utilise les média dans leur politique de communication. En ce qui touche à l'ambivalence des média chinois à propos de l'Iran, il aurait été utile de rappeler au lecteur le rôle important joué par l'Iran dans l'obtention par la Chine de la reconnaissance internationale (e.g., le rôle de l'Iran dans la rentrée de la Chine au sein du mouvement olympique international). En retour, cela aurait nécessité une évaluation de la manière dont la Chine entre en rapport avec les États exploiters de classe.

Malgré toutes ces observations critiques, l'étude se révèle utile à la compréhension d'un aspect de la Chine, tout aussi bien que de la recherche actuellement financée par l'« establishment » américain de la défense.

S.J. NOUMOFF

*Centre of East Asian Studies
Université McGill, Montréal*

COHEN, Warren L. (ed.), *New Frontiers in American-East Asian Relations: Essays presented to Dorothy Borg*. New York, Columbia University Press, 1983, 320 p.

Sous le titre: *New Frontiers in American-East Asian Relations*, W.L. Cohen édite un ensemble d'essais présentés en hommage à Dorothy Borg, l'une des personnalités marquantes dans l'historiographie américaine relative aux questions de l'Asie orientale. Les textes eux-mêmes proviennent d'un colloque

tenu par le W. Wilson International Center for Scholars à Washington, en mai 1981.

L'ensemble du volume analyse la bibliographie présentement disponible, mais son intérêt est accru à cause de l'époque même où il est publié. Depuis le dernier tiers du XIX^{ème} siècle les États-Unis n'ont jamais été indifférents à l'égard de l'Asie orientale, mais cette région revêt pour eux une importance grandissante. Son poids humain, son dynamisme économique qui, parti du Japon, atteint maintenant la Malaisie, sa sensibilité stratégique surtout, qui voit se côtoyer, et se tester, les influences de l'URSS, de la Chine et des États-Unis... tous ces facteurs expliquent la curiosité croissante des instituts de recherche qui incitent les historiens à étudier la rive Nord Ouest du Pacifique.

D'autres raisons expliquent l'abondance et la qualité de cette production bibliographique. La sensibilité américaine pour la guerre du Vietnam entraîna, au début des années '70, une masse de révélations et de fuites d'information qui aboutirent à la déclassification de séries d'archives, extrêmement importantes. Les auteurs d'études et de Ph. D. de la fin des années '70 ou début '80 doivent donc beaucoup au *Freedom of Information Act* de 1974. Mais l'intérêt de ces études est renforcé encore par la proportion élevée des chercheurs qui utilisent maintenant les sources asiatiques. Il est révolu le temps des D. Borg ou O. Lattimore, lorsque seulement une poignée de personnes maîtrisaient des langues orientales. Le recueil de W. Cohen présente, ainsi, une nouvelle étape de l'historiographie américaine sur l'Est de l'Asie.

Chine et Japon constituent les deux principaux secteurs de cette recherche. Le volume commence par un exposé sur les travaux récents faits, en Chine populaire, sur les États-Unis. Il y est exposé la succession des phases qui, d'une hostilité de système jusqu'à une curiosité profonde, ont scandé à la fois la politique et la recherche historique de ce pays. Mais c'est l'attitude américaine qui reste la plus analysée. Dans un article intitulé « The Middle Years - 1900-1945 », Waldo Heinrichs montre que la politique américaine du début du siècle et de l'entre-deux-guerres ne

fait pas encore le consensus parmi les historiens et qu'elle demeure partiellement méconnue. En revanche, la période qui commence en 1945 est riche de publications qui élaborent une interprétation plus systématique des rapports entre la Chine et les États-Unis.

Pour la période de la guerre civile, l'administration américaine n'est pas parvenue à une évaluation claire de la question chinoise. Entre le département d'État, plus réaliste dans son étude des rapports de forces, et le Pentagone, fidèle soutien de Chiang K. Chek, l'absence de consensus empêche de saisir des opportunités. Plusieurs auteurs minimisent l'importance du « China Lobby » dans le refus de reconnaître les nouvelles autorités de Pékin, en 1949/50. En revanche, tous attribuent au choc de la guerre de Corée, puis à l'intransigeance de J.F. Dulles, le non-établissement de liens diplomatiques entre les deux pays. L'administration Kennedy prolonge l'incapacité à sortir de cette impasse et il semble que le changement ne se dessine que sous l'autorité du président L. Johnson, quand s'établit entre Pékin et Washington un *modus vivendi* symbolisé par des rencontres diplomatiques du niveau des ambassadeurs, en Pologne. En conclusion, peut-être provisoire, beaucoup d'auteurs semblent admettre qu'au début des années '70, le réalisme des leaders américains rejoint pour le dialogue, une flexibilité que leurs homologues chinois ont montré tout au long de la période.

Avec le Japon, les relations incomparablement plus nombreuses ont suscité une abondance d'études par les chercheurs de l'un et de l'autre pays. L'ouvrage présente deux synthèses de grand intérêt. Ak. Iriye (rappe-lons qu'il enseigne à l'Université de Chicago) expose ce qu'il appelle une « Américanisation de l'Asie orientale depuis 1900 » ; une américanisation dont les effets sont d'emblée concentrés au Japon. Après des influences diverses, le premier impact culturel significatif de l'Amérique sur la société japonaise ne serait intervenu que dans les années suivant la reconstruction après le tremblement de terre de 1923. Aux États-Unis, parallèlement, avec l'apparition des *Asian Studies* et la mise en place d'une fonction diplomatique structurée,

l'image de l'Asie se précise avec moins d'ineffectivité. À ces développements, les années 1940 mettent un arrêt; les échanges ne reprendront que sous les formes drastiques imposées par l'occupation américaine. Dans le même temps, l'Amérique accepte mal les influences extérieures. Le paradoxe va même, avec la Maccarthisme, jusqu'à inquiéter les orientalistes du Département d'État, accusés d'avoir perdu la Chine! L'intérêt ne renaît aux États-Unis à l'égard de l'Extrême-Orient que par la suite. C'est après 1960, et surtout après 1970, que les relations culturelles entre les deux puissances atteindront des niveaux approchant le degré de leurs échanges économiques.

Le Japon de l'après-guerre est directement examiné par l'étude de C. Gluck. L'auteur dresse le bilan des recherches sur le temps de l'occupation à travers l'historiographie des deux pays. Après la génération des historiens engagés qui parvenaient à des conclusions antagonistes (les Japonais voyant échec et trahison là où leurs collègues Américains parlaient de succès) une nouvelle classe d'âge de chercheurs aboutit à des évaluations plus concordantes. Disposant des mêmes sources, ils s'entendent sur un certain nombre de points. Ils relativisent le rôle du *Supreme Commander for the Allied Forces* et soulignent l'action de Washington, où se décide la politique d'occupation, qui se nuance, selon les nécessités de la guerre froide. Ainsi, en 1948, est-ce Washington, et non le général Mc Arthur, qui décide un terme pour la démocratisation et la démilitarisation du Japon? Autre point de convergence: celui du pouvoir détenu par les autorités de Tokyo. Une majorité d'historiens semblent affirmer la continuité du contrôle de la société et de l'économie par les autorités traditionnelles et le consensus va jusqu'à souligner l'absence de réelle rupture entre le Japon des années 1930s et celui qui développe après la guerre la puissance que l'on sait.

L'ouvrage présente encore d'intéressantes mises au point sur la Seconde Guerre mondiale et sur le conflit de Corée. Mais plus que l'état des questions qu'il expose d'ailleurs avec concision et clarté, il vaut par l'impressionnant appareil critique qui accompagne cha-

que exposé. Les nombreuses pages de références contiennent une riche bibliographie commentée d'ouvrages publiés récemment en anglais ou dans les langues de l'Asie orientale. Le volume édité par W.L. Cohen atteint son double objectif d'être une synthèse pratique et un remarquable livre de référence.

Jean-René CHOTARD

Département d'histoire
Université de Sherbrooke, Canada

CRONE, Donald K. *The Asean States Coping with Dependence*, New York, Praeger, 1983, 230 p.

L'ouvrage de D. Crone constitue un bilan des résultats obtenus par les cinq États du sud-est asiatique et de leur organisation, l'ASEAN, après une décennie d'application d'une stratégie défensive que visait essentiellement à réduire la dépendance économique des cinq à l'égard des géants économiques. Cet ouvrage peut être considéré aussi comme l'une des rares tentatives de vérification pour le cas d'un groupe de pays de la thèse centrale de l'école de la dépendance qui affirme l'impuissance des pays de la périphérie à contrôler les structures de l'échange extérieur et encore moins de les changer en leur faveur. D. Crone ne s'inscrit pas totalement en faux contre cette affirmation, il y apporte toutefois une nuance intéressante à partir de l'étude du cas des pays de l'ASEAN. Cependant il faut souligner que l'auteur ne vise nullement à la généralisation de son étude; ses observations qui portent sur une période relativement courte (de 1967 à la fin de la décennie 1970) ne valent que pour les pays de l'ASEAN.

La thèse défendue par Crone porte essentiellement sur l'impact de l'usage du potentiel de puissance des cinq membres sur les variations de la sensibilité et de la vulnérabilité à l'égard des puissances économiques. Deux domaines particuliers font l'objet d'une étude détaillée, il s'agit en l'occurrence du commerce extérieur et de l'investissement étranger.

La charpente théorique ne comporte pas d'innovation et le concept de dépendance est